PROCES VERBAL
CONSEIL MUNICIPAL DU 3 JUILLET 2019

SOMMAIRE

1. REMERCIEMENTS ET INFORMATIONS DIVERSES	2
2. ACTES AU MAIRE	2
3. MARCHE DE CONSTRUCTION DE LA NOUVELLE GENDARMERIE – LOT N°8 MENUISERIES – ENTREPRISE RIDORET – REMISE DE PENALITES DE RETARD	3
4. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS : SUPPRESSIONS ET CREATIONS DE POSTES	3
5. SERVICE ENFANCE/JEUNESSE – TARIFS DES MERCREDIS	5
6. REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL.....	5
7. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS : CREATIONS DE POSTES – AVANCEMENTS DE GRADES ET PROMOTIONS INTERNES	6
8. CREATION DE POSTES D’AGENTS NON TITULAIRES CONTRACTUELS POUR DES BESOINS SAISONNIERS.....	6
9. CREATION DE POSTES D’AGENTS NON TITULAIRES CONTRACTUELS POUR DES BESOINS SAISONNIERS.....	9
10. FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT 2019.....	9
11. SERVICE EMPLOI : CONVENTION AVEC L’ENTREPRISE SAMMARCHE	10
12. CONTRAT DE VILLE CENTRE 2017 / 2018 - AVENANT N°2.....	11
13. CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE POUR L’ENTRETIEN DES ZONES D’ACTIVITES DE MEHUN-SUR-YEVRE TRANSFEREES AU 1 ^{ER} JANVIER 2019 A BOURGES PLUS12	
14. AVENANT N°4 A LA CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION DU COLLEGE IRENE JOLIOT CURIE D’EQUIPEMENTS SPORTIFS APPARTENANT A LA COMMUNE	13
15. DECISION MODIFICATIVE N°1	14
16. CESSION IMMEUBLE ANCIENNE ECOLE JEAN DE LA FONTAINE.....	15
VENTE DE BIEN IMMOBILIER – CONTRAT AVEC AGORASTORE	15
MODIFICATION DE LA DELIBERATION DU 19 JUIN 2018.....	15
17. ECLAIRAGE PUBLIC FONDS DE CONCOURS A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR DE BERRY – ANNEE 2016.	16
18. FONDS DE CONCOURS CŒUR DE BERRY TRAVAUX 2017	17
OBJET : ECLAIRAGE PUBLIC FONDS DE CONCOURS A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR DE BERRY – ANNEE 2017.....	17
19. PARTICIPATION AUX FRAIS DE SCOLARITE DES COMMUNES EXTERIEURES	18
20. PROCES VERBAUX DE TRANSFERT DES BIENS DANS LE CADRE DU TRANSFERT DE COMPETENCE LIEE A LA GESTION DE L’AIRE D’ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE –	19
21. PROCES-VERBAUX DE TRANSFERT DES BIENS DANS LE CADRE DU TRANSFERT DE COMPETENCE « DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ».....	19
22. PROCES-VERBAUX DE TRANSFERT DES BIENS DANS LE CADRE DU TRANSFERT DE COMPETENCE « GESTION DES DECHETS »	20
23. PROCES-VERBAUX DE TRANSFERT DES BIENS DANS LE CADRE DU TRANSFERT DE COMPETENCE « PROMOTION TOURISTIQUE ».....	20
24. PROCES-VERBAUX DE TRANSFERT DES BIENS DANS LE CADRE DU TRANSFERT DE COMPETENCE « GESTION DU DOJO ».....	21
25. PROCES-VERBAUX DE TRANSFERT DES BIENS DANS LE CADRE DU TRANSFERT DE COMPETENCE « SPORT »	21
26. AVENANT N°2 AU BAIL PROFESSIONNEL DE LA MAISON PLURIDISCIPLINAIRE DE SANTE.....	22

PROCES VERBAL
CONSEIL MUNICIPAL DU 3 JUILLET 2019

L'an deux mil dix-neuf, le trois juillet à 18H30, le Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la Présidence de Monsieur SALAK, Maire en exercice.

Etaient présents : Mr SALAK, Mme MATHIEU, Mme VAN DE WALLE, Mme CLEMENT, Mr GATTEFIN, Mme HOUARD, Mr DAGOT, Mme RONDET, Mr GIRARD, Mme MARGUERITAT, Mme PATIN, Mme FOURNIER, Mme TEIXEIRA, Mme THIAULT, Mme HUBERT, Mme PERRET, Mr GAUTHIER, Mr DA ROCHA, Mr FOUGERAY, Mr DEBROYE, Mr PONTE GARCIA, M. BRUNET.

Avaient donné pouvoir : Mr JOLY à Mme MATHIEU, Mr BLIAUT à Mr SALAK, Mme BABOIN à M. PONTE GARCIA.

Etaient absents ou excusés : M. MEUNIER, Mr GUERAUD, Mr GAUDICHET, Mme GALMARD-MARECHAL.

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut valablement délibérer.
Mme HOUARD a été élue pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

Monsieur le Maire ouvre la séance.

Monsieur le Maire communique le nombre des demandeurs d'emploi en juin 2019

Demandeurs d'emploi 398

Hommes 193

Femmes 205

Indemnisés 300

Non indemnisés 98

1. REMERCIEMENTS ET INFORMATIONS DIVERSES

La secrétaire de séance informe le conseil municipal des lettres de remerciements reçues de :

➤ L'Etablissement Français du Sang Centre Atlantique pour la collecte de sang dans la commune le 7 juin dernier.

Des associations pour la subvention attribuée pour l'année 2019

- Association des sourds du Cher.
- ALMY.
- NEXANS France
- Amicale des Anciens de Mehun sur Yèvre
- Société Nationale d'Entraide de la Médaille Militaire 1142è Section locale de Mehun-sur-Yèvre
- Cercle Historique Mehunois
- Association des Chorales Scolaires du secteur de Mehun-sur-Yèvre
- Association Sportive des Charmilles

2. ACTES AU MAIRE

(093/2019)

Mme MATHIEU présente ce dossier.

Le Conseil Municipal donne acte au Maire des décisions prises dans le cadre des délégations de pouvoir :

- Signature d'un marché de prestations de BLANCHISSAGE DU LINGE, DE PRODUITS TEXTILES POUR LES SERVICES MUNICIPAUX (n°2019-05) notifié à la Société AD3 / ELIS - 71 Chemin du Moulin Carron - 69570 DARDILLY le 03 juin 2019.
- Remboursement par l'assurance SMACL d'un sinistre d'un montant de 389,64 € pour le remplacement de barrières de protection endommagées lors d'un accident de la circulation – Bld de la Liberté - le 14.09.2018 (Sinistre n°2018-06).
- Remboursement par l'assurance SMACL d'un sinistre d'un montant de 18 507,62 € pour la remise en état du mur de soubassement empierré (mur des remparts du Château) situé en bas de la place du Général Leclerc dégradé par les fortes précipitations des mois de mai et juin 2016 (Sinistre n°668 bis).

3. MARCHE DE CONSTRUCTION DE LA NOUVELLE GENDARMERIE – LOT N°8 MENUISERIES – ENTREPRISE RIDORET – REMISE DE PENALITES DE RETARD

(094/2019)

M. SALAK présente ce dossier.

En cours de réalisation des travaux de construction de la nouvelle gendarmerie, l'entreprise RIDORET titulaire du lot n°8 Menuiseries s'est vu appliquer des pénalités de retard d'un montant total de 1 000 € TTC par le maître d'œuvre M. Donatien SENLY du cabinet Atelier Carré d'Arche (lettre recommandée en date du 22.10.2015) au motif que l'entreprise n'avait pas remis certains documents liés à la période de préparation (réservations, fiches techniques, plans d'exécution).

La somme a été retenue par la Trésorerie sur la situation n°1 en date du 09.11.2016 au titre de la « provision pour pénalités de retard ».

L'entreprise a pu justifier la non présentation des documents attendus auprès du maître d'œuvre. M. SENLY a confirmé que par la suite les délais d'exécution sur chantier avaient été respectés, et que le retard initial dans la préparation de chantier n'avait finalement pas porté à conséquence sur le bon déroulement de la construction.

Au vu de ces éléments, et afin de clore ce marché, vu l'avis favorable des Commissions Municipales réunies, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité approuve la proposition du Maître d'œuvre et de renoncer à l'application de ces pénalités de retard à l'encontre de l'entreprise RIDORET.

4. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS : SUPPRESSIONS ET CREATIONS DE POSTES

(095/2019)

M. GATTEFIN présente ce dossier.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 34 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant et que celui-ci doit mentionner sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité à recruter,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,

Vu l'avis du Comité Technique réuni le 26 juin 2019.

Vu le décret n°2017-1108 du 27 juin 2017 relatif à l'élargissement du champ des dérogations de la semaine scolaire,

Vu la délibération 18 décembre 2018 approuvant la proposition d'organisation de la semaine scolaire à compter de la rentrée scolaire 2019,

Considérant l'accord de l'Inspecteur d'Académie en date du 04 avril 2019 pour un retour à la semaine de 4 jours à compter de la rentrée scolaire 2019

Considérant que cette nouvelle organisation implique la suppression des Nouvelles Activités Périscolaires et impacte les emplois du temps des agents concernés.

Considérant la nécessité d'assurer la continuité du fonctionnement des services,

Vu l'accord des agents concernés,

Vu l'avis favorable des commissions municipales réunies, le Conseil Municipal est invité à créer et supprimer les postes suivants :

↳ Concernant le service des affaires scolaires :

- Supprimer un poste d'ATSEM principal de 1^{ère} classe titulaire à temps complet annualisé, à compter du 1^{er} septembre 2019

- Créer un poste d'ATSEM principal de 1^{ère} classe titulaire à temps non complet à raison de 33,50/35^{ème} heures hebdomadaires annualisées, à compter du 1^{er} septembre 2019.

↳ Concernant le service Enfance-Jeunesse :

- Supprimer deux postes d'adjoints d'animation territoriaux titulaires à temps complet annualisé, à compter du 1^{er} septembre 2019

- Créer deux postes d'adjoints d'animation territoriaux à temps non complet à raison de 33/35^{ème} heures hebdomadaires annualisées, à compter du 1^{er} septembre 2019

- Supprimer un poste d'adjoint d'animation territorial principal de 2^{ème} classe titulaire à temps complet annualisé, à compter du 1^{er} septembre 2019.

- Créer un poste d'adjoint d'animation territorial principal de 2^{ème} classe titulaire à temps non complet à raison de 33 heures hebdomadaires annualisées, à compter du 1^{er} septembre 2019.

Le tableau des effectifs de la collectivité sera modifié en conséquence,

Le conseil municipal, délibère et par 21 voix pour et 4 abstentions (Mr PONTE GARCIA, Mr DEBROYE, Mme BABOIN, Mr BRUNET) ;

↳ approuve les suppressions et créations de postes exposées ci-dessus

↳ autorise Monsieur le Maire ou l'adjoint au Maire délégué au personnel à procéder aux déclarations de vacance de poste et à prendre les dispositions relatives aux nominations des agents.

↳ dit que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant à ces emplois et grades sont inscrits au budget.

5. SERVICE ENFANCE/JEUNESSE – TARIFS DES MERCREDIS

(096/2019)

Considérant l'accord de l'Inspecteur d'Académie en date du 04 avril 2019 pour un retour à la semaine de 4 jours, les enfants n'auront pas classe le mercredi toute à la journée, à compter de la rentrée scolaire 2019,

En conséquence, il est proposé l'ouverture de l'accueil de loisirs le mercredi dans les conditions suivantes :

- accueil péricentre : de 7h30 à 9 h et de 16h30 à 18h30
- accueil de loisirs : de 9h à 12h30 et de 13h30 à 16h30

Il convient également de voter les tarifs applicables pour cette journée en fonction du quotient familial.

Vu l'avis favorable des commissions municipales réunies, le conseil municipal, à l'unanimité après en avoir délibéré :

- approuve l'ouverture de l'accueil de loisirs toute la journée le mercredi.
- crée deux forfaits pour une réservation de 2 ou 4 mercredis sur un même mois civil.
- supprime l'inscription à la ½ journée avec repas ou à la journée complète sans repas.
- supprime le paiement des activités spécifiques en sus du paiement de la journée ou de la ½ journée
- vote les tarifs tels que joints en annexe à la présente délibération.

6. REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL

(097/2019)

M. GATTEFIN présente ce dossier.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Environnement notamment ses articles L 581-14 et L 581-14-1 ;

Vu le Code de l'Urbanisme notamment ses articles L 103-2 et L 153-11 et suivants

Vu la délibération de Bourges Plus de prescription du règlement local de publicité intercommunal du 11 décembre 2017

Vu la délibération de Bourges Plus d'extension du périmètre du règlement local de publicité intercommunal du 25 février 2019

Vu le débat sur les orientations et objectifs du règlement local de publicité intercommunal du 25 février 2019

Vu la délibération de Bourges Plus d'approbation du projet arrêté de règlement local de publicité intercommunal du 24 juin 2019

Il est exposé.

L'agglomération a entrepris l'élaboration d'un règlement local de publicité intercommunal afin de décliner au mieux le nouveau règlement national de publicité aux enjeux du territoire notamment dans les communes où la publicité était d'ores et déjà encadrée.

La méthode d'élaboration de ce document a permis de recueillir les remarques et observations tant des services de l'Etat, des professionnels de l'affichage et des enseignes ainsi que de la population.

Les avis exprimés ont permis l'écriture d'un règlement qui répond au double objectif de préservation du cadre de vie et des paysages tout en permettant aux professionnels de disposer de supports pour faire connaître leur activité.

Le règlement reprend les prescriptions du règlement national de publicité appliquées aux parties agglomérées des communes de moins de 10 000 habitants.

Le territoire de la commune est de ce fait concerné par trois zones :

- La zone 1 hors agglomération où la publicité est interdite. Les enseignes sont autorisées dans des proportions raisonnables
- La zone 2 zone résidentielle où la publicité est autorisée dans la limite de 4 m². Les formats des enseignes sont encadrés pour s'insérer dans un environnement pavillonnaire
- La zone 3 zone du centre ancien où la publicité est interdite. Les formats des enseignes ont été déterminés pour répondre à l'objectif de préservation du patrimoine bâti historique

Vu l'avis favorable des commissions municipales réunies, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Approuve le projet de Règlement Local de Publicité Intercommunal présenté.

7. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS : CREATIONS DE POSTES – AVANCEMENTS DE GRADES ET PROMOTIONS INTERNES

(098/2019)

M. GATTEFIN présente ce dossier.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 34 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant et que celui-ci doit mentionner sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité à recruter,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n°84-53 du 26 janvier modifiée,

Vu l'article 30 du décret 89-229, portant avis consultatif de la CAP,
Vu la délibération n°107/2015 en date du 8 juillet 2015, fixant les taux de promotion d'avancement de grade,

Considérant la nécessité de créer ou de supprimer des postes pour permettre les avancements de grade et promotions internes, sous réserve de l'avis favorable des Commissions Administratives Paritaires respectives qui se tiennent au sein du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Cher, et vu l'avis favorable du Comité Technique en date du 26 juin 2019,

Considérant les besoins des services,

Vu l'avis favorable des commissions municipales réunies, après en avoir pris connaissance, le Conseil Municipal, délibère et à l'unanimité :

- Crée 1 poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps non complet à 30/35^{ème}, relevant de la filière technique cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux, catégorie C, échelle C2
- Crée 1 poste d'adjoint technique principal de 1^{er} classe à temps complet relevant de la filière technique cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux, catégorie C, échelle C3
- Crée 1 poste d'agent de maîtrise à temps complet relevant de la filière technique cadre d'emploi des agents de maîtrise, catégorie C.
- Crée 1 poste de technicien territorial à temps complet relevant de la filière technique cadre d'emploi des techniciens territoriaux, catégorie B
- Crée 1 poste d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe à temps complet relevant de la filière administrative, cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux, catégorie C, échelle C3
- Crée 1 poste de rédacteur principal de 1^{ere} classe à temps complet, relevant de la filière administrative, cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux, catégorie B, échelle C3
- Crée 1 poste d'attaché principal à temps complet, relevant de la filière administrative, cadre d'emploi des attachés territoriaux.

La création de ces postes prend effet à compter du 1^{er} janvier 2019.

Le tableau des effectifs sera ainsi modifié.

M SALAK explique que les postes laissés vacants suite à ces avancements seront supprimés lors d'un prochain conseil.

8. CREATION DE POSTES D'AGENTS NON TITULAIRES CONTRACTUELS POUR DES BESOINS SAISONNIERS

(099/2019)

M. GATTEFIN présente ce dossier.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3 alinéa 2,

Considérant qu'il est nécessaire de recruter des agents contractuels pour l'entretien général des bâtiments et infrastructures de la collectivité

Considérant qu'il est nécessaire de recruter des agents contractuels pour assurer l'enseignement artistique dans différentes spécialités.

Il est nécessaire de créer des postes d'agents contractuels saisonniers suivants :

Personnel entretien nettoyage des locaux :

- Création de trois postes d'agents contractuels à temps non complet dans le grade d'adjoint technique pour exercer les fonctions d'entretien des locaux pour un temps de travail hebdomadaire annualisé de **18 heures**
- Création de trois postes d'agents contractuels à temps non complet dans le grade d'adjoint technique pour exercer les fonctions d'entretien des locaux pour un temps de travail hebdomadaire annualisé de **20 heures**
- Création d'un poste d'agent contractuel à temps non complet dans le grade d'adjoint technique pour exercer les fonctions d'entretien des locaux pour un temps de travail hebdomadaire annualisé de **26 heures**

Personnel entretien nettoyage des locaux et de restauration

- Création d'un poste d'agent contractuel à temps non complet dans le grade d'adjoint technique pour exercer les fonctions d'entretien des locaux pour un temps de travail hebdomadaire annualisé de **35 heures**

La rémunération de ces agents contractuels affectés à l'entretien des locaux et à la restauration ainsi créés est fixée au 1^{er} échelon de l'échelle C1 de rémunération,

Assistant d'Enseignement Artistique

- Création d'un poste d'agent contractuel à temps non complet dans le grade d'assistant d'enseignement artistique, pour un temps de travail hebdomadaire de 6/20ème.
- Création d'un poste d'agent contractuel à temps non complet dans le grade d'assistant d'enseignement artistique pour un temps de travail hebdomadaire de 10.5/20ème

La rémunération de ces deux postes d'agents contractuels est fixée au 1er échelon de l'échelle de rémunération du grade des Assistants d'Enseignements Artistiques.

Tous les agents recrutés pourront être amenés à effectuer des heures complémentaires en fonction des besoins du service.

Les temps de travail seront précisés dans les plannings qui seront établis en fonction des besoins.

Vu l'avis favorable des commissions municipales réunies, le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité approuve ces propositions de création d'emplois d'agents contractuels.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois sont inscrits au budget de l'exercice en cours

Monsieur le Maire procédera à ces recrutements et signera les contrats et tous actes y afférents.

9. CREATION DE POSTES D'AGENTS NON TITULAIRES CONTRACTUELS POUR DES BESOINS SAISONNIERS

(100/2019)

M. GATTEFIN présente ce dossier.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3-2°,

Considérant qu'en prévision de la période estivale, il est nécessaire de recruter des agents contractuels pour l'entretien général des bâtiments et infrastructures de la collectivité

Il est nécessaire de créer des postes d'agents contractuels saisonniers suivants :

↳ Personnel entretien nettoyage des locaux :

Juillet :

- Création de deux postes d'agents contractuels à temps non complet dans le grade d'adjoint technique pour exercer les fonctions d'entretien des locaux pour un temps de travail annualisé de 40 heures
- Création de deux postes d'agents contractuels à temps non complet dans le grade d'adjoint technique pour exercer les fonctions d'entretien des locaux pour un temps de travail annualisé de 60 heures
- Création de deux postes d'agents contractuels à temps non complet dans le grade d'adjoint technique pour exercer les fonctions d'entretien des locaux pour des temps de travail annualisés respectifs 70 heures et de 78 heures

Aout

- Création de deux postes d'agents contractuels à temps non complet dans le grade d'adjoint technique pour exercer les fonctions d'entretien des locaux pour des temps de travail annualisés respectifs de 51 heures et 84 heures

Tous les agents recrutés pourront être amenés à effectuer des heures complémentaires en fonction des besoins du service.

Les temps de travail seront précisés dans les plannings qui seront établis en fonction des besoins.

Vu l'avis favorable des commissions municipales réunies, le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité approuve ces propositions de création de postes dont la rémunération est fixée au 1^{er} échelon de l'échelle C1 de rémunération.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois sont inscrits au budget de l'exercice en cours

Monsieur le Maire procédera à ces recrutements et signera les contrats et tout acte y afférents.

10. FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT 2019

(101/2019)

Mme VAN DE WALLE présente ce dossier.

Chaque année, la commune contribue au financement du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) qui regroupe les aides au logement, à l'énergie, à l'eau et au téléphone en faveur des personnes défavorisées.

A cet effet, une convention a été signée avec le Conseil Départemental du Cher.

En 2018, le soutien apporté par le FSL au profit de personnes habitant à Mehun-sur-Yèvre a été de :

- Logement : 20 ménages pour un montant total de	2 339,00 €
- Energie : 61 ménages pour un montant de	19 829,00 €
- Eau : 26 ménages pour un montant total de	17 630,00 €

Vu les crédits inscrits au budget 2019 à hauteur de 9 600 €, vu l'avis des commissions municipales réunies, le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité reconduit cette adhésion de la commune au FSL et fixe le montant de la participation pour l'année 2019 ainsi qu'il suit :

- 6 674 € pour le logement
- 2 157 € pour l'énergie
- 741 € pour l'eau

11. SERVICE EMPLOI : CONVENTION AVEC L'ENTREPRISE SAMMARCHE

(102/2019)

M. GATTEFIN présente ce dossier.

Préambule : Il s'agit du renouvellement de la convention d'accompagnement psychologique des demandeurs d'emplois précédemment signée avec l'association RACHEL. L'association RACHEL a été dissoute. Mme Danielle LABROUSSE, psychologue du travail, a créé une entreprise pour exercer son activité.

Le Service Emploi municipal a pour mission d'accueillir, d'informer, d'orienter et d'accompagner les demandeurs d'emplois dans leur parcours d'insertion professionnelle.

Le constat met en évidence que certains demandeurs d'emplois du territoire présentent des risques importants d'exclusion, liés notamment à l'isolement, à la souffrance psychologique, à l'absence d'estime et de confiance en soi.

Ces difficultés sont souvent des obstacles à l'accès et au maintien dans l'emploi. Dans ce contexte et depuis deux ans, le service emploi propose une prestation « Ecoute psychologique »

La prestation « Ecoute psychologique pour les demandeurs d'emplois de plus de 25 ans », proposée par l'entreprise SAMMARCHE, a pour principal objectif de :

- Favoriser l'émergence d'un projet professionnel
- Cerner et analyser les freins psychologiques déterminants dans l'accès à l'emploi
- Favoriser la reformulation et l'expression des difficultés.

Cette prestation animée par une psychologue du travail s'articule autour d'entretiens individuels et confidentiels avec les bénéficiaires. Ces entretiens se déroulent au service emploi.

La prescription de cette mesure est effectuée par le conseiller du service emploi chargée du suivi des demandeurs.

La présente convention détermine les modalités de mise en œuvre de la mesure dont les tarifs d'intervention.

Elle est établie pour la période du 01/06/2019 au 31/12/2019.

Les tarifs des interventions sont les suivants :

- Entretien individuel (forfait) : 45 €
- Participation à des actions ou réunions collectives (forfait) : 37 €
- Indemnités kilométriques : 0.50 €/km

Les crédits nécessaires sont prévus sur l'exercice budgétaire en cours.

Vu l'avis favorable des commissions municipales réunies, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve les interventions de l'entreprise SAMMARCHE telles que décrites ci-dessus
- approuve les termes de la convention présentée
- autorise le maire à signer la convention avec l'entreprise SAMMARCHE

M SALAK explique que ce dispositif fonctionnait bien avec l'association RACHEL et que c'est la même personne qui interviendra aux mêmes tarifs.

***M PONTE GARCIA réplique qu'à son avis cette action est essentielle pour les gens qui sont accompagnés et les tarifs sont corrects
Il demande s'il y a une limite dans le nombre d'entretiens et une enveloppe budgétaire déterminée ?***

M GATTEFIN répond qu'en général un demandeur d'emploi bénéficie de 1 à 3 rendez-vous et que 5 à 7 personnes sont concernées par an.

M PONTE GARCIA demande un bilan quantitatif et qualitatif, des renseignements sur les orientations proposées et les aides mises en place.

***M GATTEFIN répond qu'on se rend compte que des demandeurs d'emploi ont besoin de cette écoute. Il y a un retour positif des bénéficiaires.
Il ajoute qu'au sein de la Mission Locale on se pose la question de mettre en place ce type d'aide.***

M SALAK s'engage à ce qu'un bilan soit fait.

12. CONTRAT DE VILLE CENTRE 2017 / 2018 - AVENANT N°2

(103/2019)

M. SALAK présente ce dossier.

Le Département, la Ville de Bourges, la Commune de Saint-Doulchard, la Commune de Saint-Germain-Du-Puy, la Commune de Trouy et Bourges Plus ont signé, le 16 octobre 2017, un contrat de ville-centre « Bourges Plus et les pôles de l'agglomération », modifié par voie d'avenant du 24 septembre 2018.

Au 1er janvier 2019, la commune de Mehun-sur-Yèvre a adhéré à Bourges Plus.

Par suite, la commune de Mehun-sur-Yèvre doit devenir une partie au contrat initial et les engagements des parties au présent avenant nécessitent d'être modifiés ou précisés, le cas échéant.

Ainsi, il est proposé à la commune d'approuver l'avenant n°2 au contrat ville centre ayant pour objet :

- de permettre l'adhésion de la commune de Mehun-sur-Yèvre au contrat initial, et,
- de modifier les articles 2 et 3.2 du contrat initial.

Les projets sous maîtrise d'ouvrage de la commune de Mehun-sur-Yèvre sont les suivants :

projets	montant HT	subvention départementale
Agenda d'Accessibilité Programmée- mise en accessibilité des ERP	767 875 €	160 000 €
Déconstruction d'une maison et conception d'un parking pour faciliter l'accès aux commerces du centre-ville	100 000 €	60 000 €
Restauration et aménagement intérieur au café de l'horloge	364 000 €	100 000 €

Pour un total de 320 000 €

L'avenant prend effet à compter de sa date de notification par le Département à ses autres parties. Il prendra fin au 31 décembre 2021.

Vu l'avis favorable des commissions municipales, le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité approuve ce projet d'avenant n°2 au contrat ville centre 2017/2018 et autorise Monsieur le Maire à le signer ainsi que tout document y afférent.

13. CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE POUR L'ENTRETIEN DES ZONES D'ACTIVITES DE MEHUN-SUR-YEVRE TRANSFEREES AU 1^{ER} JANVIER 2019 A BOURGES PLUS

(104/2019)

Mme MATHIEU présente ce dossier.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L5211-1-1 et D 5211-16 ;

Vu le transfert des zones d'activités de la commune de Mehun-sur-Yèvre au 1^{er} janvier 2019 à l'agglomération ;

Vu le modèle de convention proposé par l'agglomération ;

Considérant les zones d'activités transférées listées ci-dessous :

- ZA Paradis à Mehun-sur-Yèvre ;
- ZA Aillis 1 à Mehun-sur-Yèvre ;
- ZA Aillis 2 à Mehun-sur-Yèvre.

Considérant que l'entretien de ces zones d'activités est réalisé par des agents appartenant aux services communaux et que cet entretien ne correspond qu'à une partie des missions exercées par ces derniers ;
 Considérant que la bonne organisation des services nécessite, conformément à la possibilité laissée à l'article L5211-4-1, que la commune de Mehun-sur-Yèvre conserve l'intégralité des services concernés par ce transfert de compétences ;

Considérant que dans cette hypothèse, la législation prévoit que les services conservés en tout ou partie sont en tout ou partie mis à disposition de l'établissement de coopération intercommunal auquel la commune adhère pour l'exercice des compétences de celui-ci ;

Considérant que dans ce cadre, une convention de mise à disposition de service doit être conclue conformément à l'article L5211-4-1 IV et D 5211-16 du CGCT ;

La convention à intervenir avec l'agglomération et la commune fixe :

- Les modalités de mise à disposition des agents (nombre d'unité avec plafonds, services concernés et missions à effectuer, situation des agents, autorité hiérarchique, durée) ;
- Les conditions de remboursement des frais de fonctionnement du service basé sur un nombre d'unité de fonctionnement déterminé par Bourges Plus, auquel sera appliqué le coût de fonctionnement du service communal.

Le nombre d'unité de fonctionnement et le coût unitaire de fonctionnement est déterminé par zone d'activités.

La valorisation du coût de cette mise à disposition à la charge de l'agglomération, par commune, est évaluée à 13 422,42 €.

Vu l'avis favorable des commissions municipales, après en avoir pris connaissance, le Conseil Municipal délibère par 21 voix pour et 4 abstentions (Mr PONTE GARCIA, Mr DEBROYE, Mme BABOIN, Mr BRUNET) approuve cette proposition de mise à disposition de service au profit de Bourges Plus pour l'entretien des zones d'activités de Mehun-sur-Yèvre transférées au 1^{er} janvier 2019 dans les conditions prévues dans la présente délibération et autorise M le Maire à signer la convention avec Bourges Plus et tout document y afférent.

M SALAK explique que cette convention est passée par Bourges Plus avec les autres communes.

M PONTE GARCIA s'interroge sur le coût de cet entretien pour la commune précédemment.

M SALAK répond qu'il n'y a pas d'analyse suffisamment fine pour répondre précisément, les interventions du service technique s'effectuant dans le cadre de l'entretien général de la ville.

M PONTE GARCIA informe qu'il s'abstiendra car il ne mesure l'impact pour la commune.

14. AVENANT N°4 A LA CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION DU COLLEGE IRENE JOLIOT CURIE D'EQUIPEMENTS SPORTIFS APPARTENANT A LA COMMUNE

(105/2019)

M. GATTEFIN présente ce dossier.

Une convention a été signée le 29 juin 2015 avec le Conseil départemental du Cher et le collège Irène Joliot-Curie fixant les conditions de mise à disposition du collège des infrastructures sportives appartenant à la commune.

Les dispositions de la précitée convention demeurent inchangées à l'exception de l'actualisation des volumes horaires d'utilisation des équipements sportifs par le collège Irène Joliot-Curie conformément à l'état annexé à l'avenant n°4.

La mise à disposition d'équipements sportifs par la commune est consentie en contrepartie d'une participation financière, versée par le Conseil départemental du Cher, correspondant à la déclaration

du volume horaire d'utilisation des équipements sportifs par le collège Irène Joliot-Curie au titre de l'année scolaire 2018-2019 et notifié dans l'annexe n°1 au présent avenant.

Vu l'avis favorable des commissions municipales réunies, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- décide de passer un avenant n°4 à la convention tripartite du 29 juin 2015 avec le Conseil départemental du Cher et le collège Irène Joliot-Curie fixant les conditions de mise à disposition au collège Irène Joliot-Curie des équipements sportifs appartenant à la commune et actant de l'actualisation des volumes horaires d'utilisation des équipements sportifs par le collège Irène Joliot-Curie au titre de l'année scolaire 2018-2019, conformément à l'état annexé à l'avenant n°4.
- acte que le montant de la participation financière versée par le Conseil départemental du Cher correspondant au volume horaire d'utilisation des équipements sportifs par le collège Irène Joliot-Curie au titre de l'année scolaire 2018-2019, notifié dans l'annexe n°1 au présent avenant à la susvisée convention, sera de 13 800,65 €.
- autorise M le Maire ou son adjoint délégué à signer cet avenant n°4 à la convention tripartite du 29 juin 2015 avec le Conseil départemental du Cher et le collège Irène Joliot-Curie et tout document y afférent.

15. DECISION MODIFICATIVE N°1

(106/2019)

M. SALAK présente ce dossier.

Section de fonctionnement :

Plusieurs ajustements sont à opérer en dépenses :

Il convient d'ajouter 21 000 € aux comptes 66111 et 66112 (*charges financières*) car il a été nécessaire de consolider plus tôt que prévu la dernière tranche du contrat d'emprunt 2018 auprès du Crédit Agricole Centre Loire.

Les dépenses imprévues sont augmentées de 34 684 €.

En recettes, il faut ajouter 31 112 € au compte « 73111 taxes foncières et habitation » qui correspondent à un solde de recettes fiscales non perçues en 2018. De plus des ajustements sont à faire pour les dotations globales de fonctionnement, de solidarité rurale et de péréquation suite à la notification par l'Etat des montants à percevoir en 2019.

Enfin, il convient de réduire le compte 002 (*résultats transférés des budgets eau potable et assainissement*) en dépenses et en recettes de 8 438,60 €.

Section d'investissement :

En dépenses, il convient d'augmenter le montant du remboursement en capital de 20 000 € pour la même raison qu'évoquer en section de fonctionnement aux comptes 66111 et 66112.

Des ajustements sont à effectués sur certaines opérations (*détails dans tableau ci-joint*).

En recettes, deux subventions ont été notifiées par l'Etat (*toilettes publiques et voirie*).

Pour équilibrer la section, 110 008 € sont inscrits en réduction de l'emprunt d'équilibre.

Enfin, il convient de réduire le compte 001 (*résultats transférés des budgets eau potable et assainissement*) en dépenses et en recettes de 49 066,33 €.

Vu l'avis favorable des commissions municipales réunies, le Conseil Municipal vote par 21 voix pour et 4 abstentions (Mr PONTE GARCIA, Mr DEBROYE, Mme BABOIN, Mr BRUNET) approuve cette Décision Modificative n°1 au budget principal.

16. CESSION IMMEUBLE ANCIENNE ECOLE JEAN DE LA FONTAINE
VENTE DE BIEN IMMOBILIER – CONTRAT AVEC AGORASTORE
MODIFICATION DE LA DELIBERATION DU 19 JUIN 2018.

(107/2019)

M. SALAK présente ce dossier.

Au terme de plusieurs mois de publication d'offre de vente sur le site Agorastore, l'ancienne école Jean de la Fontaine n'a pas fait l'objet d'offre d'achat.

La société Agorastore dans son rapport d'information fait état d'un prix trop élevé (*330 000 € net vendeur*).

Le conseil municipal avait, dans sa délibération du 19 juin 2018, précisé que cette vente ne pourrait avoir lieu moyennant un prix inférieur à l'estimation des services de la Direction générale des finances publiques (*330 000 €*).

Au regard des travaux à entreprendre dans l'immeuble par un acquéreur et du faible intérêt suscité à ce jour pour cet immeuble, il est proposé de fixer une nouvelle mise à prix à 120 000 € net vendeur.

Le Conseil Municipal délibère et par 21 voix pour et 4 contre (Mr PONTE GARCIA, Mr DEBROYE, Mme BABOIN, Mr BRUNET) accepte de fixer la mise à prix de l'immeuble « ancienne école Jean de la Fontaine » à 120 000 € net vendeur.

M PONTE GARCIA dit avoir bien compris qu'il s'agit d'un prix de départ et non pas d'un prix de vente mais que cette mise à prix à 120 000 € l'interpelle. Il pense qu'on peut faire des choses dans ce bâtiment public comme y loger des associations, par exemple. A son avis, un bâtiment comme celui-ci coûterait 1 million d'euros à construire. Il note que cette vente apparaît déjà sur Agorastore.

M SALAK confirme l'estimation des domaines à 330 000 € net vendeur mais précise qu'à ce prix aucun acheteur ne s'étant fait connaître, Agorastore a donc conseillé une mise à prix plus basse. Il précise que cette structure coûte à la commune et que si la décision était de la conserver pour d'autres activités, il faudrait néanmoins engager de gros frais de réhabilitation.

Or, la municipalité est dans une période de budget très serré et il faut étudier toutes les possibilités pour savoir ce que nous gardons ou non dans le patrimoine municipal.

Concernant la publication sur Agorastore, Monsieur le Maire précise qu'il n'est pas au courant de cette mise à prix prématurée et qu'il se renseignera auprès de la société.

Monsieur DEBROYE partage idée que l'on brade ce bâtiment et qu'avec 120 000 €, on ne fait plus rien.

Aujourd'hui, il n'y a aucun bâtiment accessible de disponible alors qu'on possède un bâtiment de plain-pied.

Monsieur GATTEFIN dit qu'il ne s'agit que d'un prix d'appel. C'est le principe des enchères et on réfléchira alors si l'offre se limite à 120 000 €. La réutilisation n'est pas si simple que cela, c'est un bâtiment assez atypique.

Monsieur GAULTIER pense que le prix n'est pas en corrélation avec la surface. Il y a l'état du bâtiment à considérer et notamment la présence d'amiante. La question est : doit-on conserver un bâtiment et mettre 300000 € de réhabilitation ? il rappelle que certaines associations ne font pas l'entretien des locaux mis à leur disposition. Est-il alors raisonnable de mettre à disposition un bâtiment de cette valeur pour faire des réunions et s'affranchir d'une vente ?

Monsieur PONTE GARCIA pense qu'on peut faire quelque chose pour les jeunes et les familles.

Monsieur GATTEFIN dit que beaucoup de locaux appartiennent à la commune dont certains en très mauvais état. On donne à des associations des bâtiments pour une réunion seulement par mois. On est dans une démarche de rationalisation.

Monsieur PONTE GARCIA cite l'état d'insalubrité de l'école de Somme.

Monsieur SALAK répond que l'ex-école de somme n'est pas insalubre et a été entièrement refaite par les services municipaux.

Monsieur DEBROYE dit que Monsieur le Maire aurait eu un contact avec une personne qui désirait ce bâtiment pour la somme de 120 000€ et qu'il ne faudrait pas qu'il y ait un conflit d'intérêt.

Monsieur SALAK rappelle que le conseil municipal aura à prendre la décision de vendre ou non en fonction du prix et du projet de l'acheteur. Le bâtiment est amianté et cela aura forcément un coût pour le futur acquéreur.

Il ajoute qu'il ne connaît personne lui ayant proposé une offre d'achat à 120 000€ et que ce n'est une fois de plus que de la pure insinuation.

Il précise que de plus en plus d'associations demandent des locaux et surtout pour du stockage. Lorsqu'une salle est mise à disposition d'une association, on la récupère souvent dans un état pas possible.

Monsieur PONTE GARCIA pense qu'on doit se féliciter de ces demandes. Cela fait partie de la vie de Mehun. Il n'approuve pas les propos du Maire.

Monsieur SALAK répond que compte tenu des subventions attribuées, des moyens mis à leur disposition et des interventions réalisées à leur profit par les services techniques, les associations à Mehun n'ont pas à se plaindre.

Monsieur GATTEFIN rappelle que le principal objectif est d'avoir des locaux en bon état et de mieux rationaliser leur occupation.

17. ECLAIRAGE PUBLIC FONDS DE CONCOURS A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR DE BERRY – ANNEE 2016.

(108/2019)

Mme MATHIEU présente ce dossier.

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment le V de l'article L5214-16 qui stipule « Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la Communauté de Communes et les communes membres après l'accord concordant exprimé à la majorité simple du Conseil Communautaire et des Conseils Municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par le bénéficiaire du fonds de concours. » ;

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 17 décembre 2018 sollicitant le versement d'un fonds de concours par la commune de Mehun-sur-Yèvre d'un montant de 21 505,24 € au titre des travaux d'éclairage public réalisés sur le territoire de la commune en 2016 et réglés en 2017 par la communauté de communes Cœur de Berry.

Vu les crédits inscrits au budget de l'exercice en cours ;

Vu l'avis favorable des commissions municipales réunies, le Conseil Municipal délibère et à l'unanimité accepte le versement par la commune de Mehun-sur-Yèvre à la communauté de communes Cœur de Berry d'un fonds de concours d'un montant total de 21 505,24 € représentant 50% du montant net restant à la charge de la communauté de communes Cœur de Berry pour les travaux d'éclairage public effectués sur le territoire en 2016 soit :

- Travaux zone Les Aillis, dossier n°2016-02-138 pour 2 590,54 €
- Travaux rue Jean Moulin, dossier n°2016-02-233 pour 926,57 €
- Travaux rue du Gué Marin, dossier n°2016-02-119 pour 1 101,49 €
- Travaux rue Henri Boulard, dossier n°2014-02-025 pour 16 886,64 €

Les crédits sont inscrits au budget primitif 2019 au compte 2041512.

18. FONDS DE CONCOURS CŒUR DE BERRY TRAVAUX 2017

OBJET : ECLAIRAGE PUBLIC FONDS DE CONCOURS A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR DE BERRY – ANNEE 2017.

(109/2019)

Mme MATHIEU présente ce dossier.

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment le V de l'article L5214-16 qui stipule « Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la Communauté de Communes et les communes membres après l'accord concordant exprimé à la majorité simple du Conseil Communautaire et des Conseils Municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par le bénéficiaire du fonds de concours. » ;

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 17 décembre 2018 sollicitant le versement d'un fonds de concours par la commune de Mehun-sur-Yèvre d'un montant de 15 163,57 € au titre des travaux d'éclairage public réalisés sur le territoire de la commune en 2017 et réglés en 2018 par la communauté de communes Cœur de Berry.

Vu les crédits inscrits au budget de l'exercice en cours ;

Vu l'avis favorable des commissions municipales réunies, le Conseil Municipal délibère et à l'unanimité accepte le versement par la commune de Mehun-sur-Yèvre à la communauté de communes Cœur de Berry d'un fonds de concours d'un montant total de 15 163,57 € représentant 50% du montant net restant à la charge de la communauté de communes Cœur de Berry pour les travaux d'éclairage public effectués sur la commune en 2017, soit :

- Travaux 105 rue Paul Besse, dossier n°2017-02-125 pour 109,79 €
- Travaux route de Vouzeron, dossier n°2016-02-110 pour 14 549,56 €
- Travaux rue des Jardins de Barmont, dossier n°2017-02-016 pour 504,22 €

Les crédits sont inscrits à la décision modificative n°1 de 2019 au compte 2041512.

19. PARTICIPATION AUX FRAIS DE SCOLARITE DES COMMUNES EXTERIEURES

(110/2019)

Mme CLEMENT présente ce dossier.

Le code de l'Education, dans son article L. 212-8, prévoit une répartition des charges de fonctionnement des écoles publiques entre les communes qui accueillent des élèves domiciliés dans les communes extérieures et les communes concernées.

La commune de résidence est tenue de participer financièrement à la scolarisation des enfants dans une autre commune dans les cas suivants :

- Le père et la mère ou tuteurs légaux de l'enfant exercent une activité professionnelle et la commune de résidence ne propose pas de service permettant la garde des enfants (accueil périscolaire, restauration scolaire).
- L'état de santé de l'enfant nécessite une prise en charge spécifique qui est assurée par la commune d'accueil et n'est pas assurée par la commune de résidence
- Un frère ou une sœur inscrit la même année scolaire dans la même école de la commune d'accueil lorsque l'inscription du frère ou de la sœur dans cette commune est justifiée.

Dans les autres situations, le principe de la loi est de privilégier le libre accord de répartition des charges entre la commune de résidence et la commune d'accueil.

Le montant de la participation financière forfaitaire est basé sur le coût des dépenses de fonctionnement des écoles.

Pour mémoire la participation demandée pour l'année scolaire précédente était de 300 €.

Il convient de :

- ✓ Fixer la participation des communes extérieures aux dépenses de fonctionnement des écoles à partir de la prochaine rentrée à 300 €.
- ✓ De dire que cette participation de la commune de résidence est obligatoire dans les situations prévues par le code de l'Education Nationale et son article L.212-8
- ✓ De dire que dans les autres cas cette participation des autres communes est conditionnée à l'accord de la commune de résidence

Vu l'avis favorable des commissions municipales réunies, le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité fixe le montant de la participation des communes extérieures aux dépenses de fonctionnement des écoles à 300 € pour l'année scolaire 2019/2020, dit que cette participation est obligatoire dans les situations prévues par le code de l'EN article L212-8 et conditionnée à l'accord de la commune de résidence dans les autres cas.

20. PROCES VERBAUX DE TRANSFERT DES BIENS DANS LE CADRE DU TRANSFERT DE COMPETENCE LIEE A LA GESTION DE L'AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE –

(111/2019)

M. SALAK présente ce dossier.

Vu l'arrêté préfectoral n°2018-1-1469 du 14 décembre 2018 portant retrait de la commune de Mehun-sur-Yèvre de la communauté de communes Cœur de Berry ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2018-1-1472 du 14 décembre 2018 portant extension du périmètre de la communauté d'agglomération de Bourges à la commune de Mehun-sur-Yèvre ;

A compter du 1^{er} janvier 2019, la commune de Mehun-sur-Yèvre quitte la communauté Cœur de Berry et intègre la communauté d'agglomération de Bourges.

Aussi, tous les biens mis à disposition par la commune à Cœur de Berry au 1^{er} janvier 2017 liés à la compétence « gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage » doivent réintégrer la commune au 1^{er} janvier 2019 pour être mis à disposition de Bourges Plus.

Vu l'avis favorable des commissions municipales réunies, le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité autorise Monsieur le Maire à signer les procès-verbaux de transfert et de mise à disposition des biens liés à l'exercice de la compétence « accueil des gens du voyage » d'une part avec la communauté de communes Cœur de Berry et d'autre part avec la communauté d'agglomération Bourges Plus ainsi que tout document afférent à ce dossier.

21. PROCES-VERBAUX DE TRANSFERT DES BIENS DANS LE CADRE DU TRANSFERT DE COMPETENCE « DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE »

(112/2019)

M. SALAK présente ce dossier.

Vu l'arrêté préfectoral n°2018-1-1469 du 14 décembre 2018 portant retrait de la commune de Mehun-sur-Yèvre de la communauté de communes Cœur de Berry ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2018-1-1472 du 14 décembre 2018 portant extension du périmètre de la communauté d'agglomération de Bourges à la commune de Mehun-sur-Yèvre ;

A compter du 1^{er} janvier 2019, la commune de Mehun-sur-Yèvre quitte la communauté Cœur de Berry et intègre la communauté d'agglomération de Bourges.

Aussi, les zones d'activité mises à disposition de Cœur de Berry au 1^{er} janvier 2017 dans le cadre de l'exercice de la compétence « développement économique » doivent réintégrer la commune au 1^{er} janvier 2019 pour être mises à disposition de Bourges Plus au 1^{er} janvier 2019.

Vu l'avis favorable des commissions municipales réunies, le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité autorise Monsieur le Maire à signer les procès-verbaux de transfert et de mise à disposition des zones d'activités « Les Aillis I », « les Aillis II » et « Le Paradis » dans le cadre de l'exercice de la compétence « développement économique » d'une part avec la communauté de communes Cœur de Berry et d'autre part avec la communauté d'agglomération Bourges Plus ainsi que tout document afférent à ce dossier.

22. PROCES-VERBAUX DE TRANSFERT DES BIENS DANS LE CADRE DU TRANSFERT DE COMPETENCE « GESTION DES DECHETS »

(113/2019)

M. SALAK présente ce dossier.

Vu l'arrêté préfectoral n°2018-1-1469 du 14 décembre 2018 portant retrait de la commune de Mehun-sur-Yèvre de la communauté de communes Cœur de Berry ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2018-1-1472 du 14 décembre 2018 portant extension du périmètre de la communauté d'agglomération de Bourges à la commune de Mehun-sur-Yèvre ;

A compter du 1^{er} janvier 2019, la commune de Mehun-sur-Yèvre quitte la communauté Cœur de Berry et intègre la communauté d'agglomération de Bourges.

Or, la déchetterie sise à Mehun-sur-Yèvre, route du Paradis est :

- pour une partie propriété de la commune mis à disposition du syndicat des ordures ménagères Allouis Mehun puis transférée à la communauté de communes Cœur de Berry au 1^{er} janvier 2017.
- pour une autre partie celle correspondant à l'extension construite par le syndicat, propriété de la communauté de communes Cœur de Berry dont il convient que la commune de Mehun-sur-Yèvre devienne propriétaire.

Aussi, la partie de la déchetterie, propriété de Cœur de Berry doit faire l'objet d'une cession au 1^{er} janvier 2019.

Vu l'avis des commissions municipales réunies, le conseil municipal à l'unanimité :

- accepte la cession par la communauté de communes de la partie de la déchetterie dont elle est propriétaire au profit de la commune à titre gracieux et autorise M le Maire à signer tout acte afférent à cette cession
- autorise Monsieur le Maire à signer le procès-verbal de transfert des biens liés à la compétence « ordures ménagères » de la communauté de communes Cœur de Berry à la commune au 1^{er} janvier 2019
- autorise Monsieur le Maire à signer le procès-verbal de mise à disposition de biens avec la communauté d'agglomération au titre de la compétence « ordures ménagères ».

23. PROCES-VERBAUX DE TRANSFERT DES BIENS DANS LE CADRE DU TRANSFERT DE COMPETENCE « PROMOTION TOURISTIQUE »

(114/2019)

M. SALAK présente ce dossier.

Vu l'arrêté préfectoral n°2018-1-1469 du 14 décembre 2018 portant retrait de la commune de Mehun-sur-Yèvre de la communauté de communes Cœur de Berry ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2018-1-1472 du 14 décembre 2018 portant extension du périmètre de la communauté d'agglomération de Bourges à la commune de Mehun-sur-Yèvre ;

A compter du 1^{er} janvier 2019, la commune de Mehun-sur-Yèvre quitte la communauté Cœur de Berry et intègre la communauté d'agglomération de Bourges.

Aussi, l'office de tourisme sis place du 14 juillet, propriété de la commune, mis à disposition de Cœur de Berry au 1^{er} janvier 2017 lié à la compétence « promotion du tourisme » doit réintégrer la commune au 1^{er} janvier 2019 pour être mis à disposition de Bourges Plus.

Vu l'avis favorable des commissions municipales réunies, le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité autorise Monsieur le Maire à signer les procès-verbaux de transfert des biens et de mise à disposition liés à l'exercice de la compétence « promotion du tourisme » (office de tourisme) d'une part avec la communauté de communes Cœur de Berry et d'autre part avec la communauté d'agglomération Bourges Plus ainsi que tout document afférent à ce dossier.

24. PROCES-VERBAUX DE TRANSFERT DES BIENS DANS LE CADRE DU TRANSFERT DE COMPETENCE « GESTION DU DOJO »

(115/2019)

M. SALAK présente ce dossier.

Vu l'arrêté préfectoral n°2018-1-1469 du 14 décembre 2018 portant retrait de la commune de Mehun-sur-Yèvre de la communauté de communes Cœur de Berry ;

A compter du 1^{er} janvier 2019, la commune de Mehun-sur-Yèvre quitte la communauté Cœur de Berry et intègre la communauté d'agglomération de Bourges.

Aussi, le DOJO, propriété de Cœur de Berry doit faire l'objet d'un transfert de propriété à la commune de Mehun-sur-Yèvre au 1^{er} janvier 2019.

Vu l'avis des commissions municipales réunies, le conseil municipal, à l'unanimité :

- accepte la cession par la communauté de communes du DOJO dont elle est propriétaire au profit de la commune à titre gracieux et autorise M le Maire à signer tout acte afférent à cette cession

25. PROCES-VERBAUX DE TRANSFERT DES BIENS DANS LE CADRE DU TRANSFERT DE COMPETENCE « SPORT »

(116/2019)

M. SALAK présente ce dossier.

Vu l'arrêté préfectoral n°2018-1-1469 du 14 décembre 2018 portant retrait de la commune de Mehun-sur-Yèvre de la communauté de communes Cœur de Berry ;

A compter du 1^{er} janvier 2019, la commune de Mehun-sur-Yèvre quitte la communauté Cœur de Berry et intègre la communauté d'agglomération de Bourges.

Aussi, le bassin nautique couvert et la piscine d'été, propriétés de la commune précédemment mis à disposition de la communauté de communes des Terres d'Yèvre puis transférés à la communauté de communes Cœur de Berry, doivent être réintégrer au patrimoine de la commune de Mehun-sur-Yèvre au 1^{er} janvier 2019, cette dernière étant propriétaire de ces structures.

Vu l'avis favorable des commissions municipales réunies, le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité autorise Monsieur le Maire à signer le procès-verbal de transfert de la piscine et du bassin nautique couvert avec la communauté de communes Cœur de Berry ainsi que tout document afférent à ce dossier.

26. AVENANT N°2 AU BAIL PROFESSIONNEL DE LA MAISON PLURIDISCIPLINAIRE DE SANTE

(117/2019)

M. GATTEFIN présente ce dossier.

Vu la Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le bail professionnel daté du 25 juillet 2013 entre la ville de Mehun-sur-Yèvre et l'association de la Maison de Santé Pluridisciplinaire de Santé de Mehun-sur-Yèvre ;

Vu la délibération 138/2014 du 10 juillet 2014 actant le transfert du bail à la Société de Moyen maison de Santé Luc Montagnier ;

Vu la demande des professionnels de santé d'un soutien financier de la part de la ville de Mehun-sur-Yèvre suite aux départs de trois médecins généralistes de la maison de santé au début de l'année 2019.

Vu l'avis favorable des commissions municipales réunies de supprimer le délai de carence de 6 mois et de réduire le montant du loyer dès le premier jour de la vacance.

Il est proposé au conseil municipal de modifier l'article 6 alinéa 7 du bail ainsi qu'il suit :

Est écrit :

« Enfin, il est expressément convenu qu'en cas de vacance des locaux professionnels pendant plus de six mois consécutifs, le loyer sera minoré de 8% par cabinet ou bureau demeuré vacant. »

Modifié comme ceci :

« Enfin, il est expressément convenu qu'en cas de vacance des locaux professionnels, le loyer sera minoré de 8% par cabinet ou bureau demeuré vacant dès le premier jour de la vacance et pour la durée de celle-ci. »

Tous les autres articles du bail restent inchangés.

Après en avoir pris connaissance, le Conseil Municipal, délibère et par 21 voix pour et 4 contre (Mr PONTE GARCIA, Mr DEBROYE, Mme BABOIN, Mr BRUNET) approuve l'avenant n°2 au bail professionnel de la Maison de Santé Pluridisciplinaire, autorise Monsieur le Maire de le signer et dit que cette disposition prendra effet dès le 1^{er} janvier 2019 et s'appliquera pour les cabinets devenus vacants à cette date.

Monsieur PONTE GARCIA annonce qu'il votera contre cette proposition. Il rappelle avoir posé la question au Maire il y a quelques mois. Cela lui pose un souci, on se met d'accord sur un principe donc on anticipe les choses dans un contrat puis le moment venu on demande plus. C'est un outil qui a demandé un effort important de la part des Mehunois, de la Région. Le loyer est à hauteur de presque 60 000 €, les Mehunois participent déjà à hauteur de 18 000 € par an. Les loyers ne semblent pas déraisonnables. Pour une raison qu'il ignore, certains partent, d'autres se disputent et les Mehunois sont mis à contribution.

Monsieur GATTEFIN rappelle que le loyer est de 3386 € par mois réparti entre les professionnels de santé suivant une clé de répartition que l'on ne connaît pas. Les professionnels de santé ont des charges pour mettre en place une offre coordonnée de soins. Si on ne fait rien, la MSP peut être en danger.

Monsieur GAUTHIER dit que le fait d'avoir 3 départs en même temps peut mettre en difficulté la MSP. Il ne voudrait pas que dans 3 ans, on mette en vente la maison de santé car à ce moment-là, on devra payer la totalité.

Monsieur PONTE GARCIA pense que les professionnels de santé ne sont pas assez impliqués dans le projet de santé. C'est un effort important probablement nécessaire. Il pense qu'il y a une faille dans le projet de santé et dans leur engagement envers celui-ci.

Monsieur DEBROYE souligne que les professionnels de santé sont en partie responsables des départs et il ne voit pas pourquoi la collectivité assumerait les conséquences de leurs actes. Il demande s'il y a une rétroactivité ?

Monsieur SALAK répond que la suppression des 6 mois sera rétroactive avec effet au 1^{er} janvier 2019. Cette situation est un peu spéciale par rapport à ce qui avait été envisagé en 2013. Il est exceptionnel que 3 médecins quittent la maison de santé d'un coup. Les charges des médecins doublent et d'autres professionnels subissent à moindre part une augmentation des charges.

Il souligne que la commune ne perd qu'un seul médecin ce qui signifie que Mehun n'est pas en manque de médecins. Des maisons médicales ouvrent dans le département, il va donc y avoir un appel d'air. S'ils peuvent avoir une aide pour une installation dans une structure où les charges seront moins élevées, on va se trouver avec une coquille vide.

L'effort de la commune n'impacte pas leur propre effort. La semaine dernière, une réunion avec l'ARS a eu lieu au cours de laquelle les médecins ont expliqué leurs difficultés rencontrées.

Son but est d'inciter de nouveaux médecins à venir à Mehun plutôt que d'aller voir ailleurs et pour cela il faut être attractif. L'ARS ne peut aider les médecins déjà en place mais plutôt de nouveaux praticiens désireux de s'installer. Les charges actuelles font peur aux nouveaux médecins.

Monsieur DEBROYE pense que cette proposition ne diminuera pas leur charge de demain.

Monsieur GATTEFIN répond que cela fait moins de 5000 € pour la commune.

Monsieur SALAK pense que l'administré sera plus sensible à l'effort communal plutôt qu'à perdre des professionnels de santé.

Monsieur GATTEFIN pense qu'il s'agit d'un geste tout à fait modéré plutôt une mesure de justesse et que ce n'est pas dilapider de l'argent public.

Monsieur SALAK dit qu'on parle uniquement de Mehun mais que l'impact est également important au niveau de notre territoire. La proposition faite au conseil municipal et qui satisfait les médecins est raisonnable par rapport à leur demande initiale des médecins et para-médicaux.

Les efforts conjugués vont peut-être permettre l'arrivée d'un nouveau médecin avant la fin de l'année. Entre une dépense de 5000 € supplémentaire cette année et le risque de perdre la MSP, il ne prend pas le risque.

Monsieur DEBROYE trouve cela mesquin. Les maisons médicales ont un effet pervers. On va au plus offrant puisqu'il y a la demande. Les maisons médicales créent de la tension et de la concurrence entre les communes. Lorsque c'est leur propre cabinet, les médecins ne partent pas. Dans une maison de santé, ils n'ont aucune attache.

Monsieur GAULTIER c'est vrai qu'on en construit alors que certaines ne sont pas remplies. Le problème est ailleurs. Notre souci est de faire en sorte de conserver les médecins.

Monsieur GATTEFIN rappelle que le but d'une maison de santé est d'offrir des soins coordonnés et des horaires étendus ce qui représente des contraintes pour les médecins qu'ils n'ont pas dans un cabinet médical privé. Et cela présente certains avantages pour la population mehunoise.

QUESTION DIVERSES POSEES PAR LE GROUPE MEHUN 2020.

- 1) Une commission et un fonds spécial ont été créés il y a quelques mois afin d'étudier les demandes d'indemnisation pour les commerçants subissant un préjudice financier en lien avec la réalisation des travaux du centre-ville. Pouvez-vous nous faire un point sur les réunions de cette commission et le nombre de demandes et dossiers en attente ?**

Monsieur le Maire répond.

Un retard a certes été pris sur ce dossier principalement dû à des attentes de désignation de représentants par les chambres consulaires. Une rencontre a eu lieu avec la présidente du TA à qui nous devons envoyer un projet de règlement avant présentation au conseil municipal pour approbation. Ce projet est sur le point d'être finalisé et pourra lui être adressé dans le courant juillet. La Présidente du TA n'a pas encore nommé le juge qui présidera la commission. La Chambre des Métiers et de l'Artisanat du Cher a désigné des commerçants et artisans mehunois ayant intérêt dans le projet, une démarche doit être faite auprès de la présidente pour demander la désignation d'autres représentants. Dès ces nominations prononcées, la commission pourra être installée. Les dossiers à constituer devraient pouvoir être adressés aux commerçants à la rentrée. A ce jour, trois commerçants se sont fait connaître dont un commerçant en dehors du périmètre des travaux.

Une réunion est prévue ce mois-ci avec la sous-préfète et un commerçant. Une provision pour risque a été inscrite au budget : 30000 € en 2018 et 30000 € en 2019.

- 2) Pouvez-vous réaliser un point d'étape sur l'avancée des travaux de rénovation du centre-ville (coût, organisation, fin programmée des travaux...) ?**

Monsieur le Maire répond.

Les intervenants :

Le maître d'œuvre : H2O et son équipe :

- SODEREF (VRD), ON (lumière), DF paysage (espaces verts)

Bureau d'étude signalétique

Les maîtres d'ouvrage :

- ville de Mehun-sur-Yèvre
- SDE 18 (éclairage, enfouissement de réseaux, mise en valeur des bâtiments)
- Bourges Plus (réseau eau potable)

Assistance maîtrise d'ouvrage (mission OPC) : entreprise QUALIPRO

Les entreprises :

- Eurovia, Colas, Rénier, AEB

Les partenaires associés :

- Bourges Plus (eau potable, eau usée, ramassage des OM)
- GrDF, ENEDIS, Orange, Berry Numéric, VEOLIA chacun pour ce qui concerne leur réseau.
- Agglobus et la région pour le transport scolaire
- le département (RD 2076)
- l'ABF, la DRAC
- la Poste, les transports de fonds

Organisation :

Une organisation qui consiste à travailler sur plusieurs zones en parallèle pour garantir l'avancement du chantier et le respect des délais

Une organisation la plus optimale possible pour :

- garantir l'accessibilité du centre-ville : déviations, passages piétons protégés et sécurisés
- répondre aux demandes des riverains : déménagement, travaux
- limiter au maximum la fermeture complète des rues à la circulation
- assurer la continuité des manifestations
- tenir compte du calendrier scolaire pour l'accès aux écoles
- tenir compte de la période estivale (congé des commerçants), de fêtes de fin d'année (arrêt de chantier)
-

Communication :

- réunions publiques à destination des commerçants et des Mehunois
- articles dans le magazine
- information sur le site internet
- plans de circulation mis à jour régulièrement et disponible sur le site et à l'accueil de la mairie
- info chantier COLAS
- contacts réguliers les commerçants et riverains

Les principaux évènements qui ont nécessité des adaptations :

- découverte d'un ancien cimetière place du marché au beurre
- découverte du Châtelet d'entrée du château place du général Leclerc,
- présence de canalisations à petite profondeur à l'angle de la rue H Boulard
- construction d'un hôtel (rampe, accès PMR)
- des spécifiques d'aménagement liées aux activités commerciales (garage Linard)

Le délai d'exécution du chantier est respecté avec notamment :

- Une réunion de chantier hebdomadaire qui commence par une visite du chantier. Un premier point est fait sur les diverses problématiques et la vérification de l'avancement des travaux et de la sécurité du chantier. Un second point est réalisé dans le bureau de chantier avec une mise à jour des plans en fonction des sujets abordés durant la visite, de la vérification des questions administratives (ordre de service, factures, sous-traitance) ainsi que la vérification des études d'exécution et de leur avancement pour accorder les visas.
- une réunion ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) qui a lieu chaque mois. Elle permet tout d'abord d'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux en cours et à venir. Elle a également pour but d'harmoniser les actions des différents intervenants au stade des travaux jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans le ou les contrats de travaux, de mettre en application les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

Lors de cette réunion, le délai contractuel est vérifié et le planning est mis à jour en fonction de l'avancement du projet et en tenant compte des remarques et propositions de tous les participants. Les interventions sont organisées sur l'ensemble de la zone des travaux en coordonnant les tâches des entreprises, du SDE18 et de Bourges plus. Cette organisation permet notamment une circulation piétonne et motorisée, l'accès aux commerces, les livraisons et le ramassage des ordures ménagères. Un plan de circulation est ensuite mis à jour suivant le nouveau planning et disponible sur le site internet de la ville.

Les rues suivantes sont prévues terminées mi-October 2019 :

Place Raymond Valois
Rue Jeanne d'Arc
Rue Agnès Sorel
Place Jean Manceau
Place Charles Pillivuyt
Rue Emile Zola

Rue Charles VII
Rue Pasteur
Rue Sophie Barrère
Rue des Grands Moulins
Rue Catherine Pateux
Place du Général Leclerc

Restera à réaliser en 2020 :

Place de la République
Carrefour Boulard – Jeanne d'Arc
Place du 14 Juillet
Rue Augustin Guignard

Les travaux du projet de revitalisation du centre-ville seront ainsi terminés en 2020

Monsieur DEBROYE dit avoir relevé des défauts de pose des pavés. Il espère que des remarques seront faites au MOE.

Il pense que l'organisation de ce chantier est un vrai bazar et que les gens ne comprennent pas. Il a noté 5 zones sur le cahier des charges et une durée de chantier de 31 mois alors qu'une seule zone est non démarrée. L'organisation prévue n'a pas été respectée.

Monsieur SALAK remercie l'opposition de prendre ce dossier à bras le corps mais trouve dommage que cela n'intervienne qu'au bout de 5 années de mandat à l'approche de futures échéances électorales. Effectivement, l'ordre des travaux a été modifié avant le début du chantier afin de ne pas circuler sur les parties aménagées. C'est le but des réunions techniques de prendre ce genre de décision et c'est aussi pour cela que nous avons un OPC qui gère et coordonne toutes les entreprises.

Cette réorganisation ne doit rien au hasard et il fait confiance à des personnes qui ont l'habitude de ce genre de travaux pour savoir comment organiser un chantier comme celui-là.

Les délais sont respectés et tout est fait pour faciliter l'accès au centre-ville. Mais Mehun est une ville médiévale avec de petites rues, ce qui rend l'organisation et le déroulement des travaux difficiles. Les entreprises font le maximum pour faciliter le passage de piétons et la circulation des véhicules dans des conditions délicates pour elles.

Aucun point n'étant à l'ordre du jour M SALAK clos la séance à 20 heures 30.

SALAK Jean-Louis			
MATHIEU Elisabeth		TEIXEIRA Maria Helena	
MEUNIER Bruno	Absent	THIAULT Fabienne	

VAN DE WALLE Annie		HUBERT Nicole	
JOLY Christian	Représenté	PERRET Céline	
CLEMENT Elvire		GUERAUD Stéphane	Absent
GATTEFIN Christian		GAUTHIER Stéphane	
BLIAUT Alain	Représenté	DA ROCHA Pedro	
HOUARD Annie		GAUDICHET Ludovic	Absent
DAGOT Joël		FOUGERAY Julien	
RONDET Jacqueline		DEBROYE Philippe	
GIRARD Michel		GALMARD-MARECHAL Isabelle	Absente
MARGUERITAT Maryse		PONTE GARCIA Olivier	
PATIN Martine		BABOIN Véronique	Représentée
FOURNIER Béatrice		BRUNET Raymond	